



L'Université d'Alicante en Espagne censure des articles scientifiques sur la répression fasciste

Par [Alejandro López](#)

Mondialisation.ca, 28 juin 2019

[wsws.org](#) 27 juin 2019

Dans une décision sans précédent, l'Université d'Alicante (UA) a accepté la demande du fils d'un lieutenant fasciste de censurer des articles scientifiques liant son père à une répression meurtrière à l'époque de la guerre civile espagnole (1936-1939). Cela crée un dangereux précédent à la censure de la recherche académique, ouvrant la porte à une révision à grande échelle de l'histoire du fascisme espagnol.

La semaine dernière, l'UA a provisoirement accepté d'effacer de deux articles numériques, écrits par le professeur Juan Antonio Ríos Carratalá, le nom du lieutenant Antonio Luis Baena Tocón, qui a participé à la répression fasciste. Baena fut le secrétaire au conseil de guerre qui a condamné à mort le célèbre poète Miguel Hernández. Un autre article de Ríos Carratalá, «L'affaire Diego San José, l'ombre de Miguel Hernández et le juge humoriste» a été retiré du Dépôt institutionnel de l'UA.

Le régime fasciste dirigé par le général Francisco Franco était l'un des régimes les plus répressifs d'Europe au XXe siècle. Plus de 200.000 hommes et femmes ont été exécutés pendant la guerre civile et 200.000 autres sont morts dans les camps de concentration fascistes. Officiellement,

114.266 personnes sont toujours classées «disparues», c'est-à-dire que leur corps a été abandonné ou enterré par des unités paramilitaires de la Falange fasciste ou par l'armée. Des centaines de milliers d'autres ont fui l'Espagne et sont restés en exil jusqu'à la chute de la dictature.

Hernández était un poète et dramaturge associé à la Génération du mouvement de 1927 et à la Génération du mouvement de 1936, et est reconnu comme l'un des grands poètes espagnols. Pendant la guerre civile, il fait campagne contre les forces fascistes franquistes, s'est enrôlé dans le 5e Régiment du Parti communiste et rejoint l'Escadron du quartier général de cavalerie en tant que commissaire culturel, lisant sa poésie quotidiennement à la radio. Il a beaucoup voyagé, organisant des événements culturels et lisant ses poèmes lors de rassemblements et, au front, aux forces républicaines qui combattaient les fascistes.

Hernández ne s'est pas échappé de l'Espagne après la capitulation républicaine à Franco en avril 1939. Il a été arrêté plusieurs fois après la guerre pour ses positions antifascistes. Il a finalement été condamné à mort comme «un élément extrêmement dangereux et méprisable pour tous les bons Espagnols». Franco a ensuite commué sa peine en 30 ans de prison, pour éviter de faire de lui un martyr international comme Federico García Lorca, célèbre poète, dramaturge et metteur en scène de théâtre qui a été exécuté par les forces

fascistes au début de la guerre civile.

La brutalité de son incarcération a cependant fait des ravages et Hernández est mort de tuberculose en 1942, à l'âge de 31 ans.

Selon Ríos Carratalá, Baena Tocón était une figure secondaire de la répression fasciste, mais qui la soutenait. Carratalá écrit que Baena Tocón, «la personne qui aurait pu tant dire aux spécialistes de la biographie de Miguel Hernández, a accompli une tâche essentielle dans l'après-guerre, sous les ordres du juge d'instruction: vider et éliminer la collection de la presse républicaine déposée à la bibliothèque de Madrid. Son objectif était de rechercher des «crimes», dont les conséquences pourraient être une condamnation à mort.»

Aujourd'hui, cependant, Antonio Luis Baena Tocón ne sera lié à la mort de Hernández que par ses initiales dans les articles de Ríos Carratalá. Le fils du lieutenant fasciste s'est plaint à *El País*: «J'ai trouvé diverses faussetés sur sa façon d'être et d'agir... Ils le présentent comme un bourreau, alors qu'il était une autre victime» de Franco.

Cette décision réactionnaire et antidémocratique a des conséquences les plus graves. Les fascistes, staliniens et sociaux-démocrates ont fabriqué un «pacte d'oubli» avec les héritiers de Franco lors de la chute du régime franquiste dans les années 1970, consacré par la loi dite d'amnistie de 1977, qui empêche de poursuivre quiconque pour répression fasciste. Aujourd'hui, dans le cadre d'une large promotion du franquisme au sein de l'élite dirigeante espagnole, il est interdit aux chercheurs d'identifier les auteurs de ses crimes sanglants.

Pendant la transition vers la démocratie parlementaire, l'objectif des staliniens et des sociaux-démocrates, dans leurs accords secrets avec le régime franquiste, était de bloquer une prise de pouvoir de la classe ouvrière et de stabiliser le capitalisme dans la période tumultueuse qui a suivi la mort de Franco en 1975.

Plus de 40 ans plus tard, après des décennies de guerre croissante dans le monde depuis la dissolution stalinienne de l'Union soviétique en 1991 et une décennie d'austérité sociale draconienne depuis la crise financière de 2008, le capitalisme espagnol traverse une crise profonde. Au milieu du discrédit du duopole post-Franco du Parti socialiste espagnol (PSOE) et du Parti populaire (PP), la police a brutalement réprimé le référendum de 2017 sur l'indépendance catalane. L'élite dirigeante faisait alors la promotion de Vox, un parti explicitement pro-Franco lié à l'armée, lui accordant du temps d'antenne et lui permettant de s'établir dans la politique officielle.

Dans le cadre de cette offensive, la classe dirigeante espagnole cherche maintenant à supprimer le bilan de ses crimes sanglants sous le fascisme afin de légitimer la résurgence du fascisme espagnol.

La résolution de l'UA intervient quelques semaines à peine après que la Cour suprême d'Espagne a rendu un jugement approuvant le coup d'État fasciste de Franco en 1936. Affirmant que l'enlèvement de la dépouille de Franco de la «Vallée de ceux qui sont tombés», monument géré par l'État, serait «extraordinairement préjudiciable» à «l'intérêt public», le tribunal a qualifié Franco de «chef d'État du 1er octobre 1936 à sa mort en novembre 1975».

Cette décision sans précédent implique que l'État considère comme légitime la déclaration de Franco qu'il était chef de l'État, fondée sur le lancement d'un coup d'État fasciste contre

un gouvernement élu.

La résolution de l'UA suscite une opposition croissante.

Ana Martínez Rus, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Complutense de Madrid, a déclaré à *eldiario.org*: «Je suis très en colère...[la résolution] remet en question notre profession et est un autre obstacle à l'écriture sur le régime franquiste.»

Décrivant tout ce que la résolution remet en question, Martínez Rus énumère «la liberté d'enseignement et d'expression, la rigueur scientifique, la pratique historiographique, le droit à l'information». Elle a ajouté que cela crée un précédent: «Nous pouvons tous être impliqués dans un procès, et pas seulement à propos de la Guerre civile, cela peut être étendu à d'autres époques, tout le monde est un descendant de quelqu'un et a un nom de famille. Ils ne veulent pas que leurs noms apparaissent comme des répresseurs, et nous finissons par ne pas en connaître l'ampleur. Cela ouvre la boîte de Pandore, nous laisse sans défense.»

Ismael Saz, professeur à l'Université de Valence, a déclaré que la résolution est «la censure scientifique, une des pires formes». Il a ajouté que «nous travaillons avec des gens, pas avec des statues, avec des victimes et des répresseurs».

Saz a également lié l'affaire à l'approbation récente de Franco par la Cour suprême, affirmant que «cela survient seulement 10 jours après la résolution de la Cour suprême reconnaissant le dictateur depuis 1936»... Le franquisme continue de donner des boutons parce qu'il a gagné une guerre, a duré longtemps et, pendant la transition, il n'y a pas eu de rupture avec lui.»

L'opposition à la censure s'est exprimée également sur Twitter. Quelques heures après qu'*El País* a publié l'histoire, des dizaines de milliers d'utilisateurs ont répété le nom d'Antonio Luis Baena Tocón, le nom de l'université ou Miguel Hernández, faisant de ces termes le thème tendance en Espagne sur les réseaux sociaux. De nombreux utilisateurs de Twitter ont souligné qu'ils ne voulaient pas que le nom d'Antonio Luis Baena Tocón soit oublié.

Alejandro López

Article paru en anglais, WSWs, le 27 juin 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Alejandro López](http://wsws.org), wsws.org, 2019

Articles Par : [Alejandro López](http://wsws.org)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca